

# «J'ai vu mes voisins mourir de faim»

**CRISE HUMANITAIRE** Alors que des pourparlers sont en cours à Genève, les Soudanais subissent une guerre à l'ampleur vertigineuse: ils représentent un quart des Africains déplacés par les conflits et, chaque jour, 100 personnes meurent de faim

BASTIEN MASSA, OMDOURMAN\*  
X @bastienmassa

Un rôle déchirant résonne dans la salle surchargée des urgences de l'hôpital Al Nao d'Omdourman, au nord-ouest de Khartoum. Le ventre percé par un éclat d'obus, une femme est opérée au milieu d'une dizaine d'autres blessés. «Ce sont les victimes des derniers bombardements», dit laconiquement le directeur Jamal Eltayeb. Il en a trop vu. La veille, plusieurs roquettes sont tombées à une cinquantaine de mètres des grilles de l'hôpital. «C'est la quatrième fois depuis le début de la guerre. Notre établissement a été directement touché deux fois, ensuite les projectiles sont tombés juste à côté. On est clairement la cible de ces tirs», déplore ce chirurgien orthopédiste.

Le conflit entre l'armée soudanaise dirigée par le général Abdel Fattah al-Burhan et les Forces de soutien rapide (FSR) du général Mohamed Hamdane Daglo, dit «Hemedti» ont poussé le pays au bord du gouffre. Depuis le 15 avril 2023, 11 des 48 millions d'habitants ont été forcés de fuir, soit un quart du total des déplacés du continent africain. Le Soudan constitue la plus grande crise de déplacés du XXI<sup>e</sup> siècle. La poursuite des combats en zones urbaines et le spectre de la famine rendent la situation «cataclysmique», affirment les Nations unies.

Khartoum, métropole de 9 millions d'habitants, n'est plus qu'un

squelette d'ossatures calcinées, éventrées ou criblées d'impacts de balles. Dans les rues d'Omdourman, ville sœur de la capitale sur la rive opposée du Nil, pas un bâtiment n'a été épargné. Son marché, autrefois une fourmilière réunissant commerçants et artisans de tout le pays, a été pillé puis réduit en cendres. Dans les quartiers centraux, épice des combats, rares sont les habitants à être restés.

«Pour eux, je n'étais plus un humain»

Assise sur un lit, Amal Ibrahim, drapée dans un voile ample aux motifs zébrés, caresse la jambe de son fils. Avec ses quatre enfants, elle a fui Omdourman, la bordure ouest de la capitale soudanaise où les combats font rage. «Il y avait beaucoup de bombardements, la maison des voisins a été détruite. Je craignais pour nos vies alors nous sommes partis.» La famille trouve refuge à l'école primaire «Paradise» au nord est de la capitale soudanaise où sont hébergés plusieurs déplacés. «Je pensais que nous serions en sécurité ici», soupire Amal. Il y a cinq jours, une roquette a frappé la cour de cette école, tuant sur le coup Abubakr, son fils aîné, et blessant le cadet. «Il est encore sous le choc d'avoir perdu son frère. A chaque bruit de bombe, il fait une crise de panique. On n'a nulle part où aller, mais on ne peut plus rester ici», dit la mère d'une voix étranglée.

A Beit al-Mal, Adam Ali a vu



Des personnes déplacées attendent de recevoir un repas gratuit. Près de la moitié de la population soudanaise a besoin d'une aide alimentaire urgente. (OMDURMAN, 1ER AOÛT 2024/MOHAMED KHIDIR/IMAGO)

les familles quitter le quartier une par une. «Les premières semaines, la vie continuait. Mais avec le temps, les FSR sont devenues suspicieuses et s'en sont prises aux civils. Chaque sortie était dangereuse alors les gens ont fini par partir.» Pour éviter le pillage et l'occupation de sa maison, il décide de rester. «Un jour les miliciens m'ont accusé de faire partie de l'armée et d'avoir hébergé des militaires. Ce n'était bien sûr pas vrai mais ils m'ont emmené à la Télévision nationale.» Un nom synonyme de torture pour les centaines de civils passés par ce centre de commandement des FSR – Forces de soutien rapide – sur cette rive du Nil. «Nous étions plus de 60 prisonniers dans une petite pièce, nous ne pouvions pas nous allonger pour dormir. On ne passait pas une heure sans être battus, frappés, insultés. Pour eux, je n'étais plus un humain», poursuit Adam en relevant un pan de sa djellaba pour montrer les marques des coups de fouet sur son dos. Les Etats-Unis accusent l'armée et les FSR de crimes de guerre contre la population civile, relevant des cas répétés de détention arbitraire, de torture et des bombardements indiscriminés.

Fatiha Abdelmajid a, quant à elle, passé les dix premiers mois de la guerre dans le quartier voisin d'al-Mouhandissin. «J'ai vu mes voisins mourir de faim. Les gens essayaient d'aller chercher de la nourriture mais sur le chemin du retour, ils se faisaient

«Les derniers mois, on mangeait ce qu'on trouvait. Et parfois, on ne trouvait que des rats»

FATIHA ABDELMAJID, HABITANTE D'OMDOURMAN

voler par des miliciens FSR. Les derniers mois, on mangeait ce qu'on trouvait. Et parfois, on ne trouvait que des rats.»

Dans l'hôpital Al Nao de Khartoum, le docteur Jamal Eltayeb explique, en traversant les couloirs au pas de course, que «les gens ne meurent pas qu'à cause de blessures provoquées par les bombes et les balles, mais aussi de maladies chroniques, de mal-

nutrition et faute d'accès aux soins». Plus de la moitié des hôpitaux sont toujours fermés dans l'Etat de Khartoum selon le comité des médecins d'urgence. Dans une pièce de l'hôpital Al Nao, Sitt al-Jil, 86 ans. Allongée à demi-consciente, elle doit subir une amputation d'urgence. «Les médecins disent qu'il aurait fallu venir plus tôt pour sauver sa jambe, mais les FSR nous ont empêchés de venir ici. On a dû prendre des risques pour s'échapper», raconte son fils.

Le cri d'alarme d'un paysan

Pédiatre pour la clinique Al-Buluk de Khartoum qu'il a pris l'initiative de créer, Abdallah Mousaddal s'inquiète de l'augmentation des cas de malnutrition. Une dizaine d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sont admis tous les jours dans son service. Allongés sur les lits, des nourrissons rachitiques attestent de la crise alimentaire qui frappe le Soudan. «Ce ne sont que les cas dont nous avons connaissance. Beaucoup d'enfants n'ont pas accès aux soins», poursuit le jeune docteur.

Le visage tiré par la fatigue, Anadi Mahmoud, mère d'un petit enfant de 15 mois, vient tout

juste d'arriver d'El-Fasher. La capitale régionale du Nord-Darfour est assiégée depuis le printemps par les milices d'Hemedti, empêchant l'acheminement de l'aide humanitaire. Pour sauver son enfant, elle a effectué un périple de six jours dans des conditions périlleuses. «Je n'avais pas le choix. Plus un hôpital n'est ouvert en ville à cause des bombardements», confie la mère. «Il y a des pénuries et la nourriture disponible est hors de prix. C'est à peine si je pouvais préparer un repas par jour.»

Anadi a eu de la chance: son enfant vivra. Contrairement à la centaine de personnes qui meurent chaque jour de la faim au Soudan. Au total, près de la moitié de la population a besoin d'une aide alimentaire urgente. Dans le couloir de l'hôpital, Abdelmoneim Saleh, un agriculteur de la Gezira venu rejoindre sa sœur, lance avant d'entrer dans sa chambre: «Je ne sais pas si vous vous rendez compte, mais la fuite de la population et l'arrêt des activités agricoles auront un impact sur les récoltes. Si rien n'est fait, on court au désastre.»

\* Ce reportage a été réalisé avec le concours du Pulitzer Center

## Conventions de Genève: la Russie dit niet à la Suisse

**DIPLOMATIE** Les autorités helvétiques invitent les membres du Conseil de sécurité de l'ONU à New York à se rendre à Genève pour réaffirmer le rôle du droit humanitaire. Moscou refuse

FRÉDÉRIC KOLLER  
X @frederickoller

Tous les Etats membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont accepté l'invitation de la Suisse à se rendre, les 25 et 26 août prochains, à Genève à l'occasion du 75<sup>e</sup> anniversaire des Conventions de Genève. Tous, sauf un: la Russie, qui a décliné sans donner de raison. «Il s'agit d'un voyage informel, explique Nicolas Bideau, responsable de la communication du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Libre à chacun de répondre à l'invitation de la Suisse. Nous avons pris note que la Russie n'a pas souhaité à ce stade répondre positivement.»

Membre non permanent du Conseil de sécurité en 2023 et 2024, la Suisse

a pris l'initiative d'accueillir dans la capitale des droits de l'homme les neuf autres membres non permanents ainsi que les cinq membres permanents (Etats-Unis, Chine, Russie, France et Royaume-Uni). L'occasion pour Berne de «réaffirmer le rôle clé du droit international humanitaire dans les plus de 100 conflits en cours dans le monde», explique un communiqué du DFAE. Il s'agit d'une priorité de politique étrangère pour la Suisse.

Pays «inamical»

Ces Etats envieront pour moitié leur représentant permanent à New York et pour moitié un adjoint. Vassili Nebenzia, le représentant permanent russe, brillera par son absence. La mission de la Fédération de Russie auprès des organisations internationales à Genève n'était pas en mesure mardi de donner une explication au refus de Moscou. Depuis qu'elle a repris les sanctions européennes à l'égard de la Russie à partir de mars 2022, la Suisse est considé-

rée par Moscou comme un pays «inamical». Ses représentants en poste à Genève ou appelés à des réunions des diverses organisations de l'ONU dans cette même ville, y compris ceux sous sanctions internationales, continuent toutefois d'obtenir un visa.

«C'est l'occasion de rapprocher les deux capitales de l'ONU»

NICOLAS BIDEAU, RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION DU DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le chef du DFAE, Ignazio Cassis, participera à un échange entre les membres du Conseil de sécurité avec son homologue de la Sierra Leone, pays qui préside actuellement le Conseil. «C'est l'occasion de rapprocher les deux capitales de l'ONU

sur les thèmes de la sécurité et de la paix», explique Nicolas Bideau. Les hôtes de la Confédération participeront à diverses rencontres avec les acteurs de la Genève internationale, dont une visite du CICR, et seront accueillis par les autorités genevoises. Un échange avec les responsables du Geneva Science and Diplomacy Anticipator (Gesda) pour évoquer l'innovation est également à l'agenda.

Toujours en hommage aux 75 ans des Conventions de Genève, un événement symbolique sera organisé sur la place des Nations autour de la «Broken Chair», l'immense chaise en bois dont l'un des pieds est déchiqueté pour évoquer la protection des civils contre les armes à sous-munitions. Installée en 2008 par Handicap International, celle-ci vient d'être renouvelée. Le Conseil de sécurité de l'ONU avait siégé une première fois à Genève le 25 mai 1990. La Suisse présidera durant le mois d'octobre, pour la deuxième et dernière fois, le Conseil de sécurité. ■

### EN BREF

#### La Grèce promet des aides

Une semaine après les incendies qui ont dévasté la région au nord-est d'Athènes, le premier ministre Kyriakos Mitsotakis s'est rendu hier dans la banlieue de Pendeli, durement touchée par les feux, et promis des aides aux sinistrés. Sur place l'attendait une manifestation d'une centaine d'habitants en colère. Dans neuf municipalités de l'Attique, la protection civile a relevé que sur 264 maisons inspectées, 97 sont temporairement inhabitables et 57 doivent être détruites. AFP

#### Commémoration à Beslan

Le président russe Vladimir Poutine s'est rendu hier à Beslan, dans le Caucase russe, pour rendre hommage aux victimes d'une sanglante prise d'otages par un commando tchétchène dans une école, il y a 20 ans. «Tout comme nous avons combattu les terroristes, nous devons aujourd'hui combattre ceux qui commettent des crimes dans la région de Koursk», a-t-il déclaré. ATS